

## ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

Départements et Alsace-Lorraine, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLÈTERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies &amp; Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. G.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

## PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.

Le numéro, ..... 15 centimes.

Départements : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.

Le numéro, ..... 20 centimes.

## INSERTIONS :

ANNONCES, ..... 1 fr. 50 la ligne.

Chez MM. Fauchey, Laffitte et Co

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

## LA PATRIE

## APRÈS BOURSE

## QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0 .....	81 05	» » » 05
3 0/0 amortiss. ..	82 60	» » » 10
4 1/2 0/0 1883 ..	110 30	» » » 05
Cons. anglais ..	99 15/16	1/8 » » »
Italien .....	95 50	» » » »
Flor. autric. (or) ..	89 1/2	1/4 » » »
Esp. Extér. nouv. ..	58 11/16	3/16 » » »
Egyptien 6 0/0 ..	328 75	» » » »
Ch. Egyptiens ..	» » » »	» » » »
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	16 55	» » » 05
Banque ottomane ..	528 75	1 25 » » »

PARIS, 10 JUILLET

## DERNIÈRES NOUVELLES

## LES ÉVÉNEMENTS D'ANNAM

Le ministre de la guerre a reçu du général commandant en chef les corps expéditionnaires dans l'Annam, à Hué, deux dépêches. Dans l'une d'elles, le général de Courcy demande à la marine de lui faire fournir par le commandant de la flotte un certain nombre de remorqueurs pour faciliter les mouvements entre Thuan-An et Hué.

Dans la deuxième, il fait connaître qu'il invite les habitants des faubourgs de Hué, parmi lesquels se trouve un certain nombre de notables commerçants chinois, à rentrer dans leurs demeures, où ils jouiront de l'entière protection du gouvernement français. Il invite en outre les partisans du rebelle Thu-Yet à se soumettre dans un délai de douze jours à partir du 9 juillet.

Il licencie l'armée régulière annamite dans les délais suivants :  
Huit jours pour les provinces de Thuan-Thien, Quang-Tri, Quang-Nam; 15 jours pour Quang-Binh-Hang, Quang-Nguy; 21 jours pour Nghe-Binh-Thuan-Hoa, Binh-Dinh, Phu-Noc.

Les armes devront être déposées aux chefs-lieux des provinces pour être dirigées sur Hué par les soins et sous la responsabilité des gouverneurs. Les villes seront rendues également responsables de l'exécution de cet ordre.

## AU PALAIS-BOURBON

La séance est présidée par M. Spuller. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi concernant les contributions directes.

M. le baron de Meckau a la parole.

## INTÉRIEUR

Le conseil général de la Seine clôt aujourd'hui sa session extraordinaire.

Le ministre de la guerre attend le rapport qui doit lui arriver incessamment de M. le médecin inspecteur général Didot, pour prendre une décision définitive au sujet de l'installation des troupes du camp du Pas-des-Landiers.

Le Journal officiel publiera probablement demain les décrets relatifs aux nominations et nominations conférées dans la Légion d'honneur sur la proposition du ministre de l'Intérieur. On cite les noms suivants :

Au grade de grand officier :  
M. Tirman, gouverneur général de l'Algérie.

Au grade de commandeur :  
MM. Lestrat, vice-président du conseil de préfecture de la Seine, et le docteur Roger, président de l'Association générale des médecins de France.

Au grade d'officier :  
MM. de Gramont, directeur du cabinet; Bihourd, directeur de l'administration départementale et communale; Laurens, préfet de Seine-et-Oise; Gaudet, chef de la police municipale.

Au grade de chevalier :  
MM. Lozé, secrétaire général de la préfecture de police; Accolas, inspecteur des services administratifs; Desguignes, caissier payeur à l'administration centrale; de Taxo, commissaire spécial des chemins de fer à la gare de Lyon.

Dévisés, maire du 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris; Massin adjoint au maire du 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris; Risthecher, chef de bureau à la préfecture de la Seine; Milot, docteur médecin à Paris; Fabien, vice-président de la Société d'encouragement au bien.

## EXTÉRIEUR

L'empereur d'Allemagne arrivera à Gastein le 31 courant.

Sa santé continue à s'améliorer, et il fait tous les jours, à Eins, une promenade soit à pied, soit en voiture.

Le prince de Bismarck aura une entrevue à Gastein avec le comte Kaloky.

Le Courrier de Hanovre dit que la régence de Brunswick sera prochainement offerte au prince de Reuss, ambassadeur d'Allemagne à Vienne.

Madrid, 10 juillet, 12 h. 30 matin.

Le débat politique finit dans ce moment. M. Sagasta, résumant ses griefs et accusant le cabinet de violence, demande la formation d'un nouveau cabinet conservateur composé des hommes conciliants.

M. Canovas a prononcé un discours religieusement écouté, dans lequel il a repoussé ses attaques, rappelant à M. Sagasta ses nombreuses fautes constitutionnelles, disant que son union avec les groupes démocratiques de Martos et Moret, et démontré que son programme de suffrage universel, repoussé dans tous les pays monarchiques, annulait le pouvoir royal et était incompatible avec la monarchie et l'ordre social.

Il a prouvé avec des textes à l'appui que

M. Sagasta pensait aussi de la même manière en 1884, et il a terminé son discours par un éloquent appel au pays : « Si Sagasta arrive au pouvoir, a-t-il dit, et pratique ce programme, attendis-toi à de nouvelles catastrophes amenées par la Révolution de 1889, car les doctrines étant identiques, les résultats seront pareils; attends-toi à la dictature et aux coups de force pareils à ceux que Castelar, Sagasta et Martos consentirent pour le salut de la patrie. » (Profonde sensation.)

Londres, 10 juillet.

On mande de Philadelphie au Times, le 9 juillet :

Le gouvernement mexicain applique, dans une mesure atténuée, la loi martiale. Des directeurs de journaux et des étudiants ont été arrêtés pour avoir critiqué l'arrangement relatif à la Dette anglaise.

Une grande agitation, encore comprimée, règne à Mexico. Les rues sont parcourues la nuit par des patrouilles. Plusieurs régiments de cavalerie se tiennent sous les armes. La police secrète procède à de nombreuses arrestations.

Londres, 10 juillet.

Le baron de Rothschild, récemment créé pair, a prêté serment hier à la Chambre des lords.

Les communes ont autorisé hier soir le chancelier de l'Échiquier à émettre pour 4 millions sterling de bons du Trésor pour faire face au déficit qui est de 3,877,000 livres sterling.

Tanger, 9 juillet, soir.

L'agent français à Fez informe la légation qu'un indigène nommé Chaitoun-Alba, naturalisé français, a été assassiné dans la province d'Hadjoud, près de Fez. Le cadavre a été transporté à Fez.

La légation anglaise, prétendant agir avec l'approbation du Foreign-Office, a notifié par écrit les dispositions prises par le gouvernement marocain en vue de supprimer la presse.

Le Recueil de Tanger, invoquant sa qualité de publication française, réclame l'intervention de la légation de France contre cette mesure arbitraire.

## INFORMATIONS

Il avait été question de la prochaine arrivée à Paris du ministre de Chine à Berlin.

Co voyage a été retardé par ordre du cabinet de Pékin.

Le diplomate chinois ne viendra officiellement nouer des relations avec la France qu'après l'approbation définitive par les Chambres françaises du traité signé à Tientsin le 9 juin dernier.

On sait que M. Pontois, président du tribunal de Tunis, est actuellement à Paris.

Les uns prétendent qu'il ne retournera pas à son poste; d'autres, au contraire, qu'il y reviendra vers la fin du mois de juillet.

Voici, à ce sujet, la vérité, dégagée de toute phrase :

Si M. Cambon conserve sa légation de Tunis, M. Pontois demandera à être relevé de ses fonctions.

Si, au contraire, M. Cambon est rappelé, — ce qui en somme n'a rien d'impossible — M. Pontois rentrera triomphalement à Tunis.

Ceci veut dire que le président du tribunal ne partage pas toutes les idées du ministre résident au sujet du protectorat.

Récemment, la cour des comptes s'est occupée de l'épure des recettes et des dépenses afférentes à l'exercice 1882.

L'Assemblée n'a pu prouver ces comptes qui comportent une dépense de 5 millions irrégulièrement faite par le général Billot, alors ministre de la guerre.

Quand nous disons irrégulièrement faite, cela signifie que le ministre ne s'était pas pourvu de toutes les autorisations nécessaires.

La Chambre a été, en conséquence, invitée à émettre un vote à ce sujet.

La chose paraissait toute simple, mais la commission du budget y met de la raie et, jusqu'à présent, elle a constamment refusé de délibérer sur cette proposition.

Nous sommes curieux de savoir comment se terminera l'incident.

## UNE CAMPAGNE RÉPUBLICAINE

La concentration des forces républicaines, prêchée par M. Henri Brisson, n'est pas précisément au même point qu'il y a quelques mois : elle fait du jour en jour des progrès, mais en sens inverse ; et plus nous allons, plus la division des républicains s'accroît.

Aussi les plus grands efforts sont-ils tentés pour réconcilier, ne fût-ce que d'une façon provisoire, ces frères ennemis. De divers côtés, on propose aux radicaux et aux opportunistes de conclure des espèces de traités, à la mode chinoise, devant durer jusqu'aux élections, sauf les gues-apens, et à cette fin, on a songé à organiser une propagande spéciale.

Un essai du système a été fait, le 4 juillet, à Pont-Saint-Esprit.

Un avocat d'Avignon, connu pour ses opinions radicales, s'était chargé de faire une conférence de conciliation ; en effet, il a parlé, à l'imitation du président du conseil, de la nécessité de concentrer les forces républicaines, et, pour atteindre ce but difficile, il n'a pas hésité, tout radical qu'il soit, à plaider les circonstances atténuantes en faveur des opportunistes, auteurs responsables de toutes les fautes dont souffre aujourd'hui la France.

Il est probable que cet appel à l'union

fut fort éloquent; et le président de la réunion se félicitait en songeant que la parole de l'orateur ne pouvait manquer d'avoir produit une puissante et irrésistible impression.

Tout heureux d'une si bonne journée, ce brave président se leva donc, après les discours opportunistes de l'avocat radical, et se signifiant d'être la main sur l'autel de la concorde républicaine, il remercia l'orateur d'avoir été si persuasif, puis il fit cette proposition : — Crions tous : « Vive la République ! »

La réunion comptait six cents personnes.

Une voix s'éleva, celle d'un citoyen qui joint à sa qualité de menuisier le titre de franc-maçon, et qui fut seul à préférer le cri de vive la République !

Voilà le résultat.

Pour peu que l'on continue la campagne, il n'y aura sans doute plus personne pour acclamer la République, et la fameuse concentration des forces républicaines se trouvera avantageusement remplacée par le néant et l'oubli.

## LA POLITIQUE D'ABÊTISSEMENT

C'est un terrible jouteur que M. Clémenceau, lorsque sa cause est bonne et qu'il a le bien en main. Dans la démolition surtout, il est incomparable. Il excelle à déblayer une situation, à désarticuler un sophisme, à relever une ineptie, à confondre une imposture, à mettre à nu les consciences cadavériques, à cingler d'une lanière sifflante et vengeresse les majorités abêties, et nul ne sonne comme lui l'hallali d'un ministère aux abois.

M. Jules Ferry n'a pas rencontré de tourment plus délié ni plus âpre que ce justicier dont la parole stridente et sèche a la flamme courte et le tranchant de l'acier. Mais lorsque l'esprit de parti soufflé sur lui, ces redoutables facultés s'éteignent; l'intoxication républicaine l'emporte et l'aveugle : cet esprit vif, aisé, pétulant et hardi se change en virulence de sectaire, et M. Clémenceau raisonne comme un drogué.

Il fut un jour d'un de ces accès rouges qui le réduisent subitement à la mesure du Papinard. L'un de ces vieux fukirs à barbe verte qui perchent sur la Montagne dédaignant un emprunt de cinq millions à la charge de la ville de Lille, pour la construction d'écoles inutiles, et il avait eu devoir agréer son rapport d'accusations grossières contre l'enseignement des écoles libres et les partis monarchiques.

M. de Mackau répliquait à ce prophète macabre que l'enseignement public sous les gouvernements passés ne le cédait en rien à l'éducation républicaine, qu'il était régiment d'infanterie à part légitime dans les progrès de l'instruction, et que des ministres comme Guizot, Villemain et Duruy pouvaient soutenir la comparaison avec les successeurs de la République, leur a donné, sur quoi, M. Clémenceau, en qui soufflait subitement l'esprit de M. Dethou, sauta à la tribune et cria à la droite qu'elle ne poursuit que l'abêtissement du peuple ! Comme on s'exclama, il appuya : il y a dix-huit cents ans, suivant ses calculs, que la droite poursuit son œuvre d'abêtissement ; elle a commencé avec Pharamond ! Voilà un grief dont la mémoire du roi Franc vassouffrir.

Pharamond n'était qu'un obscuraniste ! Ces gentillesse font rire lorsqu'elles s'épanouissent sur la lèvres inspirées de M. Clovis Hugues ; chez M. Clémenceau, elles détonnent et elles inquiètent. Le député de Montmartre est chef de parti, et il n'est pas impossible que les élections prochaines l'appellent à devenir chef du gouvernement. On se préoccupe de cet avenir, on suppose ce qu'il peut donner à ceux-là mêmes qui ne font aucune différence entre les cabinets républicains, cherchent avec curiosité quel ministre peut engendrer l'homme d'opposition.

En bien ! de pareilles épreuves ne sont pas faites pour élever leur haut le crédit, tout désintéressé, d'ailleurs, qu'ils pourraient accorder au ministère de M. Clémenceau. Elles laissent trop clairement voir qu'il lui manque les deux premières qualités de l'homme de gouvernement : la mesure et la justice.

Si M. Clémenceau était simplement ignorant, on se résignerait en disant que cette lacune ne le distingue pas de tant d'autres qui ont été ministres, comme il le sera. Mais il sait l'histoire, et c'est sciemment qu'il s'insurge contre son témoignage. On perdrait probablement sa peine à le vouloir convaincre que, pendant dix siècles, au moins, c'est l'Église toute seule qui fut dépositaire et gardienne de la science ; qu'après l'avoir sauvée de l'invasion des barbares, elle l'entretenue dans ses cloîtres, propagée dans ses écoles, et que c'est à sa voilure que le progrès aultima son flambeau. M. Clémenceau peut méconnaître, par ignorance ou par système, cette filiation de lumière à travers les âges; il n'en est pas moins vrai que s'il porte aujourd'hui une auréole, c'est à l'Église qu'il en doit le premier rayon. Mais si sa critique historique perd pied dans ces profondeurs, il est plus à l'aise pour juger l'œuvre des gouvernements contemporains. Comment se fait-il qu'il ait l'esprit assez formé pour méconnaître ce qu'on fait seulement M. Guizot sous la monarchie de Juillet, et M. Duruy sous le second Empire ? Par quel phénomène d'obstruction intellectuelle en vient-il à porter à la tribune des propos de camelot, et à raisonner sur les monarchies comme un politicien de barrière devant un saladier ?

Chaque monarchie a fait son œuvre, et, en faisant son œuvre, elle a fait son devoir. Elle l'a fait dans la mesure de ses moyens et des besoins même du temps. La diffusion de l'instruction publique ne pouvait être une improvisation; il suffit à l'honneur des régimes passés de l'avoir activée, poursuivie sans relâche, avec

dévouement et sincérité, et d'avoir laissé derrière eux plus d'écoles qu'ils n'en avaient eues. M. Clémenceau chante la gloire de la République, parce qu'elle a dépensé plusieurs milliards, en quelques années, pour l'enseignement. Il est certain qu'aucun régime n'entassa jamais autant de millions. Mais ce prodigieux amoncellement de bâtisses n'a qu'un rapport indirect avec l'instruction elle-même : il faudrait savoir s'il y a sensiblement plus d'enfants à l'école aujourd'hui qu'avant l'apparition de cette fureur scolaire. Les statistiques n'attribuent qu'un avantage assez médiocre à la République. Le seul résultat certain, c'est que l'enfant étudie dans des palais au lieu d'étudier dans des chaumières; il en est mieux assuré. Mais il n'était pas indispensable de dépenser cinquante mille francs la tête, avec vingt mille, on pouvait avoir une école saine, aérée et commode. Ce gaspillage insensé ne peut être compté comme une gloire, encore moins comme un titre à la gratitude des contribuables.

La République a simplement accommodé l'enseignement public à ses goûts et à ses desseins; elle l'a fait gratuit, obligatoire et laïque. Les hommes de parti l'en glorifient, et M. Clémenceau ne s'en fait pas faute. Les esprits impartiaux et réfléchis en jugent autrement. L'obligation est une chambre, parce qu'elle n'est pas et ne peut être appliquée; la gratuité est une duperie, parce que tout le monde paie aujourd'hui ce que payaient autrefois les intéressés, et que le pauvre même paie pour le riche; la laïcité ne sera jamais, non seulement aux yeux du croyant, mais aux yeux de l'homme du gouvernement qu'un fléau, parce qu'elle prépare des générations redoutables à l'ordre public. Un gouvernement qui a charge de peuple ne doit pas uniquement regarder à la diffusion de l'enseignement, mais aussi et surtout à sa qualité. C'est par là qu'il mérité, et si M. Clémenceau avait l'esprit assez libre ou assez juste pour comparer l'œuvre accomplie par les uns et par les autres, il s'apercevrait que le régime qui a le plus fait pour l'abêtissement du peuple n'est pas celui qu'il pense.

Il s'est rencontré un homme qui a osé critiquer au monde : « Abêtissez-vous ! » C'est Pascal. Mais ce cri, dans sa bouche, n'était pas un programme : ce n'était qu'un sanglot. Le malheureux s'épouvantait des problèmes que soulevait son génie et qu'il ne pouvait résoudre, et il eût voulu s'abîmer dans son néant, comme dans un refuge, pour n'y plus penser. Les républicains de nos jours ont pris à la lettre le cri désespéré de Pascal ; ils ont fait de nous abêtir, et ils s'y emploient avec succès. Ils ont fait de la politique et de l'idéal un double instrument de dépravation intellectuelle; et pour peu que Dieu leur fasse encore crédit de quelques années, ils auront fait de ce peuple, à l'esprit libre entre tous, vir, aisé, courtois, exquis, souriant, heureux, le plus lourd, le plus épais, le plus fermé, le plus brutal, le plus malin, en un mot, le plus sot peuple du monde.

Les impérialistes du Cher viennent de renoncer à faire la campagne électorale avec les royalistes; ces derniers manifestaient des exigences excessives et prétendaient se faire, sur la liste de conciliation qu'il s'agissait de préparer, une part hors de toute proportion avec leur situation électorale dans le département.

Nous félicitons hautement nos amis du Cher d'avoir rompu avec des alliés qui cherchaient, contre toute équité, à les absorber et à les exploiter.

Is ont montré, dans cette circonstance, une énergie et une décision que l'on ne doit pas hésiter à imiter dans tous les départements où les impérialistes se trouvent en présence de semblables prétentions inadmissibles.

Qu'il nous soit permis de rappeler à ce propos que si la coalition momentanée de tous les conservateurs est d'origine en vue de la lutte électorale, c'est à la condition que la proportionnalité des candidatures pour chacun des partis alliés soit conforme à la proportionnalité des forces électorales.

C'est un principe primordial que les royalistes ont déjà méconnu dans plusieurs départements.

Trop disposés à subordonner les conceptions et les droits des électeurs aux aspirations de leurs propres états-majors, et trop absorbés par leurs ambitions de parti, il est regrettable — surtout pour eux — qu'ils ne répondent pas tout comme ils le devraient aux espérances que l'on avait pu mettre en eux.

Dans toutes les départements où les royalistes acceptent loyalement l'alliance sur des bases possibles, l'alliance se fera et se maintiendra.

Dans les autres départements, il importe de constater que la rupture aura été provoquée par les royalistes eux-mêmes.

Le gâchis municipal s'accroît à Marseille.

Les deux conseillers socialistes, MM. Gras et Boyer, avaient convoqué, mardi, leurs électeurs à une réunion privée. Ils ont établi l'impossibilité dans laquelle se trouvait le conseil municipal de gérer les affaires de la ville. Les questions de principe disparaissent pour faire place aux personnalités, au grand détriment des intérêts communaux. M. Gras a même ajouté que le conseil ne pouvait vivre plus longtemps, parce qu'il avait dans son sein trop d'éléments de dissolution. « L'administration n'est rien, s'est écrié M. Gras, les vrais maîtres de la ville sont les chefs de service et les employés ! » Comme conclusion, MM. Gras et Boyer ont demandé aux cent cinquante électeurs qui assistaient à la réunion la permission de démissionner. Mais les électeurs n'ont pas été de cet avis, et l'assemblée a voté l'ordre du jour donnant mandat à MM. Boyer et Gras de provoquer, immédiatement après les élec-

tions législatives, la démission collective des conseillers municipaux, afin de pouvoir défendre ensuite plus dignement à Marseille les revendications sociales du prolétariat. Les électeurs d'autres sections vont organiser des réunions pour entendre les explications de leurs élus. On parle d'exiger la démission en masse des conseillers.

Pendant ce temps, les affaires de la ville marchent comme on sait, c'est-à-dire de mal en pis.

Nous lisons dans le Siècle :

Que nous nous trouvons d'accord avec un journal bonapartiste, c'est chose assez singulière pour que nous nous empressions de le constater. L'organe des victorians, dans un beau mouvement d'indignation, fait cette réflexion pleine de sens et de vérité :

« On, sans doute, il est des circonscriptions où un aventurier peut en imposer à quelques-uns avec de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace. »

« Mais cela n'a qu'un temps. »

« Le jour où l'aventurier a perdu la corde, quand son masque a été arraché et que la conscience publique a jugé ses actes, — c'en est fait de lui, et il n'y a plus d'audace qui tienne. »

C'est la Patrie qui a publié, contre M. Jules Ferry, les lignes que cite le Siècle. Nous voyons avec plaisir que, pour cette fois, le Siècle se trouve d'accord avec nous.

## RIGIDITÉ RADICALE

M. Achard est un républicain sévère mais juste, qui ne s'est point mêlé aux tripotages politiques de la dernière législature; n'ayant rien abandonné de ses convictions, rien cédé de sa dignité, il conserve le droit de prendre une attitude fière devant ses collègues plus conciliants de la majorité républicaine.

Le voilà président de la gauche radicale, et c'est justice : il s'acquitte d'ailleurs au mieux de sa tâche, que l'usage a limitée, comme chacun sait, à un discours d'ouverture et à quelques harangues néologiques où l'émotion domine.

Nous possédons aujourd'hui le discours d'ouverture : c'est un morceau de choix et nous y trouvons peu ou point à redire.

M. Achard constate l'avortement des réformes promises, et déclare, non sans mélancolie, que le dogme de la stabilité ministérielle a remplacé les articles essentiels du Credo républicain.

« Depuis lors, gémit M. Achard, c'est pré que toujours par voie d'expédients qu'on a procédé, et trop souvent les séances qui auraient dû être consacrées à voter des lois de liberté ont été employées à discuter des lois de recul et de réaction. »

Chemin faisant, M. Achard fait une allusion discrète aux atteintes qu'ont dû subir « la souveraineté nationale et les droits du suffrage universel », et condamne de façon plus nette « la politique d'aventures et de conquêtes et les dépenses aussi insensées qu'infatigables qu'entraîne cette politique. »

A cela rien à dire, et le tableau, quoiqu'il flât, nous semble bien tracé.

Est-il certain que la gauche radicale accordera ses acies et ses déclarations ? Devant les urnes, à l'heure solennelle où le pays consacre le mandat des Achards ou les renvoie à leurs chères études, le rigorisme des républicains austères ne fléchit-il pas ?

Comme l'explique fort sagement l'escalade de Pygmalion dans un opéra comique célèbre :

Il est si doux de ne rien faire, Quand tout s'agite autour de nous.

A la Chambre on lit, on fume, on boit, on fait son courrier ; à l'occasion même on entre dans la salle des séances ; et si l'on a des loisirs, on peut se donner les émotions de la tribune ; de plus on joint de quelque considération en province, et enfin l'on voyage gratuitement.

Renoncer à tout cela, par attachement aux vrais principes, serait d'une âme austère. Nous ne connaissons pas d'une façon certaine l'âme de M. Achard, et ne pouvons le juger strictement : les élections prochaines se permettront d'en apprécier la fermeté.

Le hasard a précisément groupé dans le département auquel appartient M. Achard les membres les plus dévoués, les plus serviles, les plus aplatis de cette majorité qui a fait avorter les réformes promises, proclamé le dogme de la stabilité ministérielle, foudroyé d'un pied sacrilège la souveraineté nationale et les droits du suffrage universel, inauguré la politique d'aventures et de conquêtes, gaspillé sans compter l'argent des contribuables et préparé le déficit.

Les députés girondins que M. Achard flétrit en termes nobles usaient peu de la parole, mais déployaient dans le vote une activité surhumaine.

C'était Steeg qui le premier serrait la main de Ferry, lorsqu'après un nouveau mensonge, le président du conseil regagnait triomphant le banc des ministres. De la buvette où il passait le meilleur de son temps, Rouvier envoyait par un huissier ses félicitations à Raynal, le complice et l'associé de Ferry ; Obissier, trop timide pour parler à voix haute, murmurait, rougissant : « Monsieur le ministre, nous sommes tout à vous ! » tandis que Cazauvielh, craignant d'être devancé, se retournait vers Laroze, sous-ministre de l'Intérieur et député de Buzas, et lui criait à l'heure où il se dirigeait vers la tribune :

« Mon cher collègue, vous allez avoir raison ! »

Cependant, Fourcaud-Léon, à qui la nature a refusé même la faculté d'inter-

rompre, se frotte contre son compatriote, le sous-secrétaire d'Etat.

Il n'est pas Laroze, mais il a vécu avec Laroze, et cela suffit à sa modeste ambition.

Ce sont les dévoués, les fidèles, les domestiques respectueux et se gardant surtout de raisonner. Ils se présentent au scrutin sous la conduite de Raynal, l'homme des conventions, du Tong King et de la guerre de Chine ; l'un des assassins de Rivière, de Bobillot, de Courbet et des 8 à 10,000 Français qui ont été sacrifiés à ce que M. Achard appelle justement : « une politique d'aventures funestes et de dépenses infructueuses. »

Nous verrons alors si l'indignation de M. Achard s'est maintenue chaude ; nous saurons s'il refuse sa main à ceux qui ont sacrifié la France à leurs piteux intérêts, à leurs inavouables ambitions.

Hélas ! nous n'y croyons guère, et nous parierions volontiers qu'au dernier moment, Achard et Raynal échangeront de fraternelles accolades. On prendra le premier prétexte venu, le plus commode : par exemple « le danger que court la République », on s'élancera contre « l'ennemi commun », et l'on répondra à ceux que cette palinodie pourrait surprendre et attrister :

« Que voulez-vous ? ces gens-là perdent la France ; c'est vrai, je l'ai dit et je le maintiens, mais ils suivent la République, et, avant d'être Français, nous sommes républicains. »

Mais ne jugeons pas hâtivement les hommes ni les choses.

Si M. Achard et ses amis se maintiennent, au péril de leurs sièges, sur le terrain des principes, les honnêtes gens de tous les partis ne pourront s'empêcher de leur témoigner quelque estime. Dans le cas contraire, nous leur dirons avec Proudhon, qui les connaissait bien : « Blagueurs ! »

Le parti de l'ordre et du patriotisme vient d'avoir un nouveau succès dans la commune de Larreule, canton de Maubourguet (Hautes-Pyrénées), patrie de M. Ténat, rédacteur en chef de la Gironde et député opportuniste.

Lors des dernières élections municipales le député et toute sa liste restèrent sur le carreau. Ces élections furent annulées en conseil de préfecture d'abord et puis, ces temps derniers, en conseil d'Etat.



M. Victor Duruy a été présenté à M. Grévy par M. de Mazade, chancelier, et par M. Camille Doucet, secrétaire perpétuel.

Mgr. Perraud, directeur, retenu dans son diocèse, n'assistait pas à cette visite.

Selon un usage qui menace de ruiner M. Grévy, le président de la République a retenu les trois académiciens à déjeuner.

Dans sa séance d'hier, l'Académie, qui avait été invitée par M. Michelin, président du Conseil municipal, à assister officiellement à l'inauguration de la statue de Voltaire, a désigné M. Victorien Sardou pour parler en son nom devant le masque satanique de l'ancien ami du roi de Prusse.

MM. Ferdinand de Lesseps et Gaston Boissier ont été désignés également pour assister l'illustre auteur de *Patrie* dans la corvée qui lui a été imposée.

Dans le cours de cette séance, beaucoup d'académiciens ont critiqué avec raison l'endroit où la statue a été placée. Du moment où la Ville voulait rendre hommage à Voltaire, il était plus simple de lui réserver la place qui se trouve devant l'Institut, en mettant au rancart l'insignifiante statue de la République qui s'y promène, et dont l'aspect est on ne peut moins décoratif.

Le jury de l'Ecole des beaux-arts a jugé hier matin les travaux du deuxième semestre pour la composition décorative.

M. Cavaillès-Collé, élève de MM. Pascal et Galland, a obtenu la première médaille. M. Paterson, élève des mêmes professeurs, la seconde.

Une cérémonie des plus touchantes a eu lieu avant-hier à Bordeaux.

Mlle Thérèse Des Roches, une jeune et charmante jeune fille, qui a eu la douleur d'apprendre la mort d'un jeune officier qui a succombé au Tong-King, et à qui elle était fiancée, prononçait ses vœux à la chapelle de l'Assommoir. Et cette prise d'habit, à laquelle assistaient tous les parents de la jeune néophyte, était présidée par l'évêque d'Autun.

Mlle Thérèse Des Roches s'appelle maintenant sœur François d'Assises.

Nous apprenons la mort d'un vaillant soldat, aussi distingué par les qualités de l'esprit que par celles du cœur, et qui suffisait de connaître pour l'aimer.

M. le général baron Nicolas-Nicolas est décédé, il y a quelques jours, dans sa propriété de Remonville, dans les Ardennes, à l'âge de soixante-deux ans.

Le baron Nicolas était lorrain. Né à Uckange, en 1813, il sortait de Saint-Cyr en 1833. Sous-lieutenant au 5<sup>e</sup> de ligne, puis lieutenant de chasseurs lors de la formation de ce corps, il assista comme capitaine aux campagnes d'Afrique, à la prise d'Abd-el-Kader, et fut nommé chevalier de la Légion d'honneur.

M. Brodrick Cloëté, propriétaire de *Paradoxe*, le cheval qui a gagné le Grand-Prix de Paris en 1885, vient d'adresser au préfet de la Seine une somme de cinq mille francs pour les pauvres de Paris.

#### Déplacements et villégiature :

##### A Royat :

M. le comte de Malleroy.  
M. le marquis d'Aoust.  
M. et Mme d'Alsace.  
Mme de Baccardi de Puig.

##### A Chatel-Guyon :

M. de Ricaumont.  
M. le vicomte de Léautaud.

Au *Pays des Neiges*, le volume de Gourdon de Genouillac, que vient d'éditer la librairie Frimoz et C<sup>e</sup>, est une révélation d'un côté nouveau du talent du fécond écrivain qui a produit tant d'ouvrages à succès. Cet empigean récit d'un drame intime, encastré dans les péripéties émouvantes d'un voyage en Sibérie, entrepris par un élégant Parisien par dévouement conjugal, excite à la lecture une émotion sans précédent; c'est une œuvre d'un mérite exceptionnel.

Plusieurs de nos confrères annoncent que Mme Marie Laurent est comprise dans les promotions de la Légion d'honneur du 14 juillet. Nous ne savons d'office leur vient cette nouvelle : est-elle officielle, ou n'est-ce qu'un ballon d'essai lancé par les amis et les admirateurs de la grande artiste ?

Dans tous les cas, Mme Marie Laurent ne pourrait être décorée que comme présidente de l'Orphelinat des Arts, et elle a eu un précurseur.

Nous voulons parler de Mme la baronne d'Angliers, qui, elle aussi, avait fondé un asile... appelé *Notre-Dame-des-Arts*, et qui recueillait également des orphelins appartenant au monde des arts et des lettres.

Mlle Mahilde Galezin, la célèbre violoncelliste, pour ne citer que celle-là, a été élevée dans cet établissement hospitalier.

Or, nous ne sachions pas que l'on ait jamais songé à décorer Mme la baronne d'Angliers, qui n'est malheureusement pas le monopole de la ville de Lille, et qui atteint la plupart des municipalités, petites ou grandes. Il a fait le compte des emprunts autorisés par cette Chambre pour les villes et les départements. Le chiffre dépasse deux milliards.

Les observations de l'orateur de la droite ont été l'occasion d'un débat assez prolongé et singulièrement élargi. Il était difficile de justifier l'administration financière de Lille. Aussi s'est-on rejeté sur la question de l'enseignement congréganiste. C'est la tâche qu'a soutenue le rapporteur, M. Maigne, qui est une de nos vieilles barbes les plus réussies. Ce digne homme approuve fort la ville de Lille de faire les plus grands sacrifices pour combattre cet enseignement qui corrompt et abêtit le peuple. M. le baron de Mackau lui a répondu :

M. le baron de Mackau. M. le rapporteur n'a pas répondu aux arguments financiers que j'ai présentés, cela le regarde; mais ce que nous ne pouvons pas admettre, c'est ce système qui consiste à détourner toujours les questions.

M. le rapporteur a débuté en déclarant que les membres de la droite combattaient tous les projets relatifs à l'instruction... Voix à gauche. C'est vrai !

M. le baron de Mackau. On croirait vraiment que vous entendez qu'il n'y a eu jusqu'à ce jour ni instruction ni écoles dans ce pays.

Les 24 articles et l'ensemble du projet sont adoptés sans discussion.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1871.

Les 24 articles et l'ensemble du projet sont adoptés après des observations sans importance.

Il en est de même du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1873 et de celui de 1874.

Le Sénat aborde la discussion relative à la prise en considération de la proposition de M. Georges Martin ayant pour objet d'appliquer la loi départementale du 10 août 1871 au département de la Seine.

La commission conclut à la prise en considération.

M. Bozorian combat la prise en considération. Selon lui, ce serait ouvrir dans une très mauvaise voie que de l'adopter.

La proposition est, en effet, incomplète. L'orateur prie l'honorable M. Georges Martin de compléter sa proposition.

M. Georges Martin. Ce que je demande au Sénat, c'est la réalisation d'une promesse faite en 1871, époque à laquelle on a promis de proposer et de voter une loi sur le conseil général du département de la Seine. Ce qu'il y a à faire est facile à déterminer si l'on veut appliquer le droit commun au Conseil général de la Seine, rien de plus simple.

Si, au contraire, on veut appliquer un système particulier, il n'y a qu'à provoquer l'examen de propositions qui ne manqueraient pas d'être faites.

Je réclame le droit commun parce qu'il n'y a nulle raison pour refuser au Conseil général de la Seine les droits qu'ont les autres conseils généraux de France.

Justiste pour la prise en considération. Je n'ai point d'arrière-pensée en présentant ma proposition. J'ai cru devoir demander d'abord qu'on résolve la question départementale parce que la question parisienne doit être résolue ensuite. C'est le meilleur moyen d'éviter les retards et les difficultés.

M. Labiche appuie la prise en considération. Il croit que le Sénat ferait un acte impolitique si le Sénat refusait la fin de non-recevoir qui a été présentée par M. Bozorian.

La proposition de M. Georges Martin est prise en considération par 97 voix contre 96.

L'ordre du jour appelle la discussion d'un projet de loi relatif à la récompense à décerner à l'occasion de l'exposition de l'Union centrale des Arts décoratifs.

M. Bardoux appelle l'attention du gouvernement et du Sénat sur l'abus de ces distinctions extraordinaires de décorations de la Légion d'honneur pour lesquelles on demande à chaque instant des autorisations particulières. Il voudrait mieux modifier la loi de 1873.

M. Pierre Legrand, ministre du commerce, dit que les croix dont il s'agit actuellement sont uniquement destinées à des exposants. Il insiste pour l'adoption du projet.

Le projet de loi est adopté.

L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi tendant à accorder des pensions aux veuves des citoyens qui meurent en se dévouant pour la cause publique et aux citoyens ayant contracté des blessures graves dans les mêmes circonstances.

M. le duc de Lur Saluces. — La commission rejette la proposition, bien qu'elle ait été votée par la Chambre des députés.

Le Sénat décide qu'il ne passera pas à la discussion des articles.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de MM. Roger-Marvaix, Bozorian et Munier, ayant pour objet de modifier l'article 22 de la loi du 2 août 1875 sur les élections des sénateurs.

Sur la demande de M. Baragnon, cette discussion est renvoyée à la prochaine séance.

Le Sénat vote ensuite deux projets de loi adoptés par la Chambre des députés, le premier portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 340,000 fr. sur l'exercice 1883, au titre du budget de la marine et des colonies; le deuxième portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 1,000,000 fr. sur l'exercice 1884, au titre du budget du même ministère.

Séance samedi.

### La séance de la Chambre

La ville de Lille, dont on s'est occupé hier, est une terrible épreuve, telle qu'elle aurait besoin, non pas d'un conseil municipal, mais d'un conseil judiciaire. M. le baron de Mackau nous a édifiés sur l'administration financière de cette grande cité. Elle doit déjà une cinquantaine de millions et demande à ajouter encore cinq petits millions à cette dette.

C'est toujours la fable scolaire qui continue à sévir au Nord comme au Midi. La ville est pourvue de nombreuses écoles qui suffisent amplement pour recevoir tous les enfants, mais ces écoles sont, pour une grande partie, des établissements libres. Le parti conservateur a fait de grandes sacrifices et a réussi à fonder 107 écoles qui sont dans des conditions excellentes d'installation matérielle et qui sont très fréquentées.

La municipalité, loin de se féliciter de ce magnifique résultat qui ne lui a rien coûté, s'est, au contraire, offusquée de ce développement de l'instruction libre. Ne pouvant, à son grand regret sans doute, fermer ces écoles, elle a pris le parti d'en construire d'autres, où elle espère attirer les enfants qui reçoivent aujourd'hui un enseignement indépendant de l'estampille officielle. De là, cet emprunt de 5 millions, venant s'ajouter aux 50 déjà dus, ce qui fera que les bons Lillois seront grevés de 75 centimes extraordinaires jusqu'en 1919.

Ce personnage c'est le Poro Lomex. Seulement personne n'a pu le faire livrer au Bonaparte figure comme un général au service de Louis XVIII. On en a vainement demandé un exemplaire à toutes les bibliothèques. On ne l'a jamais trouvé.

On a parlé de Taine à M. Clovis Hugues, qui a bien vite jugé l'homme. Taine a eu quelque talent autrefois; mais aujourd'hui, après ses admirables livres sur la Révolution, c'est un crétin ou peu s'en faut. Enfin, Bossuet est une réputation surfaite, usurpée, un vulgaire faiseur de sermons. N'insistons pas. La ville de Lille, au bout de tout cela, a eu ses cinq millions. Les contribuables du Nord verront ce qu'ils auront à faire aux prochaines élections.

Le budget des dépenses est terminé. C'est le service des colonies qui a clos le déficit. On a rogné à ces malheureuses colonies quelques magistrats et un grand nombre de prêtres, le quart de leur clergé. Cette magnifique économie n'a pas empêché le total des dépenses de dépasser légèrement les trois milliards.

La Chambre siège aujourd'hui vendredi; mais, malgré ce beau zèle, on ne pense pas que la séparation, la suprême séparation, ait lieu avant les premiers jours d'août.

M. le baron de Mackau. M. le rapporteur n'a pas répondu aux arguments financiers que j'ai présentés, cela le regarde; mais ce que nous ne pouvons pas admettre, c'est ce système qui consiste à détourner toujours les questions.

M. le rapporteur a débuté en déclarant que les membres de la droite combattaient tous les projets relatifs à l'instruction... Voix à gauche. C'est vrai !

M. le baron de Mackau. On croirait vraiment que vous entendez qu'il n'y a eu jusqu'à ce jour ni instruction ni écoles dans ce pays.

pays (Très bien ! très bien ! à droite) ; il semblerait que les lois de 1832 et de 1850 n'ont pas existé et qu'il n'y avait pas, sous la monarchie et sous l'Empire, à la tête du ministère de l'instruction publique des hommes qui s'appelaient Guizot, Villamaïn, Duruy (Très bien ! très bien ! à droite), des hommes qui valaient probablement ceux qui dirigent aujourd'hui l'instruction publique. (Bruit à gauche.) Il n'y a certainement dans cette comparaison rien de blessant pour M. le ministre actuel de l'instruction publique.

La vérité est que depuis trente ans, même depuis cinquante ans, des efforts considérables ont été faits pour améliorer l'état de l'instruction publique en France.

Les résultats ne pouvaient être l'œuvre d'un jour, ceux qui atteignent en un jour sont éphémères. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Je repousse donc le reproche que nous a adressé M. le rapporteur, en me bornant à constater qu'il ne s'est pas arrêté aux chiffres que j'ai cités, qu'il n'a pas retenu ce que j'ai dit de la loi de la ville de Lille, qui était signalé dans l'exposé même des motifs, et qu'il n'a invoqué en faveur du projet que des raisons générales nullement décisives, en faisant appel à un sentiment auquel la Chambre obéit d'habitude. (Très bien ! très bien ! à droite.)

M. Clémenceau, dont l'esprit est cependant plus ouvert que celui du rapporteur qui ne l'est pas du tout, a eu la faiblesse de reprendre cet argument de l'abaissement du peuple par l'enseignement libre.

M. Thirion-Montauban. Vous n'en pensez rien !

M. Jolibois. C'est vous qui démoralisez les vôtres, les statistiques le prouvent. (Bruit.)

M. Clémenceau. Je renvoie vos instituteurs aux tableaux de la police correctionnelle où on les voit souvent figurer !

M. Jolibois. Vous n'avez pas le droit de nous en vouloir vouloir abêtit le peuple. Je suis plus démocrate que vous, n'étant pas un sectaire.

M. Thirion-Montauban. Vous savez bien que vous nous calomniez !

M. Clémenceau. Je ne fais aucune attention à vos interruptions.

Voix à droite. — On nous insulte !

M. Clémenceau. Je l'insulte personnellement !

Je juge un parti !

M. le président. Je ne comprends pas ces interruptions ! La discussion des partis est la vièssime du Parlement.

M. Clémenceau. Je ne prétends pas que vous personnellement vous vouliez abêtit le peuple, je dis que la politique de votre parti a pour résultat d'abêtit le peuple.

C'est sans doute l'approche de la période électorale qui a entraîné le député de Montmartre dans ce lieu commun, indigne de son talent et qui devrait laisser aux entraîneurs de l'armée radicale.

Le duc de La Rochefoucauld a rappelé les efforts personnels qu'il a faits pour la diffusion de l'instruction :

Il ne s'agissait pas de République quand moi, duc de La Rochefoucauld, j'ai fondé la première école gratuite établie à Paris, et que j'ai fondé par ma famille. Actuellement cent soixante enfants du peuple reçoivent, grâce à moi, de mes amis et à moi, l'instruction gratuite.

Dans la ville que j'habite, un grand nombre d'enfants ont été ainsi instruits gratuitement par nos soins, ne dites donc pas que nous ne faisons rien pour l'éducation du peuple. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Vous nous avez reproché d'avoir voté contre l'obligation. Ah ! certes, je n'en suis pas partisan, parce que je suis, moi, partisan de la liberté. C'est sur ce terrain que nous nous sommes placés. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Quant à l'instruction gratuite, je vous ai prouvé que nous l'avons toujours voulue et que nous la voulons encore. Elle existait dans toute la France avant vos lois, c'est un fait. (Bruit à gauche.)

Je suis d'une ville de 5,000 âmes, et je vous affirme qu'il n'y a pas un enfant qui n'ait eu l'instruction gratuite, quand on l'a demandée pour lui et qu'on allait au devant de ce désir; je l'affirme devant Dieu et devant vous. (Très bien ! très bien ! à droite.)

L'instruction gratuite existait; à cette époque les riches payaient les écoles pauvres, et aujourd'hui les pauvres payent pour les riches. (Applaudissements à droite.)

M. Clovis Hugues a voulu dire son mot sur la littérature qu'il appelle clérical, et il a montré que la sienne n'avait rien de commun avec celle-ci. Il a parlé du « truc sacré » par lequel on séduisait les enfants pour les mener jusqu'au petit séminaire. Citons quelques lignes de ces insanités :

Il y a dans un village un petit enfant un peu plus intelligent que les autres, un enfant appartenant à des ouvriers pauvres. Le prêtre arrive, il a des bonbons dans les mains et des arguments onctueux sur les lèvres. Les parents, les bons d'hommes, ont vu les enfants ensuite et ils se disent l'un à l'autre :

Cet enfant est renvoyé à l'école, il joue de la sonnette pendant que le prêtre fait descendre le bon Dieu sur l'autel. On lui fabrique un petit costume, on le bichonne, on le pommone, on le frotte. (Rires.)

« An-vois, monsieur l'évêque, si c'est un gars ! vous souriez avec l'air de quelqu'un qui connaît le truc sacré. (Rires prolongés.) » Et un jour quand cet enfant a été bien séduit, quand on lui a créé dans sa conscience, dans son petit cœur, ce que les prêtres appellent une vocation, on le conduit au petit séminaire. Là, on apprend le mépris de soi-même, on apprend le mépris de son père, on apprend le mépris de son pays, on apprend à insulter tout ce qui fait la gloire de notre patrie, on lui apprend à dénaturer l'histoire. Vous avez un personnage qui, en fait de mensonges et d'iniquités, possède une grande notoriété. (Bruit à droite.)

Ce personnage c'est le Poro Lomex. Seulement personne n'a pu le faire livrer au Bonaparte figure comme un général au service de Louis XVIII. On en a vainement demandé un exemplaire à toutes les bibliothèques. On ne l'a jamais trouvé.

On a parlé de Taine à M. Clovis Hugues, qui a bien vite jugé l'homme. Taine a eu quelque talent autrefois; mais aujourd'hui, après ses admirables livres sur la Révolution, c'est un crétin ou peu s'en faut. Enfin, Bossuet est une réputation surfaite, usurpée, un vulgaire faiseur de sermons. N'insistons pas. La ville de Lille, au bout de tout cela, a eu ses cinq millions. Les contribuables du Nord verront ce qu'ils auront à faire aux prochaines élections.

Le budget des dépenses est terminé. C'est le service des colonies qui a clos le déficit. On a rogné à ces malheureuses colonies quelques magistrats et un grand nombre de prêtres, le quart de leur clergé. Cette magnifique économie n'a pas empêché le total des dépenses de dépasser légèrement les trois milliards.

La Chambre siège aujourd'hui vendredi; mais, malgré ce beau zèle, on ne pense pas que la séparation, la suprême séparation, ait lieu avant les premiers jours d'août.

M. le baron de Mackau. M. le rapporteur n'a pas répondu aux arguments financiers que j'ai présentés, cela le regarde; mais ce que nous ne pouvons pas admettre, c'est ce système qui consiste à détourner toujours les questions.

M. le rapporteur a débuté en déclarant que les membres de la droite combattaient tous les projets relatifs à l'instruction... Voix à gauche. C'est vrai !

M. le baron de Mackau. On croirait vraiment que vous entendez qu'il n'y a eu jusqu'à ce jour ni instruction ni écoles dans ce pays.

### La situation dans l'Annam

Les dépêches du général de Courcy nous informent que la situation continue d'être satisfaisante. Voilà qui est bien. A la vérité, les résidents français en disaient tout autant il y a quinze jours.

Dans l'Extrême-Orient, avec les Asiatiques, l'expérience nous l'a appris à nos dépens, il ne faut jamais se fier aux apparences. Ce qui s'est passé à Hué le prouve une fois de plus.

Les explications, du reste, commencent à se produire sur ce guet-apens.

Après avoir concédé à nos troupes un des bastions de la citadelle, les Annamites avaient établi une batterie de 60 canons qui commandait nos établissements. Le colonel Pernot, commandant supérieur à Hué, réclama énergiquement la démolition de cette batterie. Le conseil du régiment prit ce qu'exigeait le colonel, mais cette promesse semblait lettre morte. Les d'ailleurs, un beau matin, le colonel Pernot pénétra dans la batterie avec ses hommes, encocha les canons, détruisit les embrasures, démolit les traverses et rentra dans ses cantonnements, sans que les Annamites élevassent la moindre protestation.

Mais les régents essayèrent d'un autre moyen pour reconquérir le temps perdu. Sous le prétexte plus ou moins vraisemblable de travaux pour l'écoulement des eaux pluviales, peu à peu la citadelle se couvrit de tranchées, qui formèrent bientôt autour du bastion que nous occupions une série de véritables parallèles, et c'est probablement de ces tranchées que sont sortis à l'improviste les trente mille combattants qui ont tenté d'enlever nos positions.

Pendant les deux journées qui ont précédé l'attentat, rien ne pouvait, en apparence, faire prévoir le complot qui se tramait.

Le général de Courcy fut reçu à son arrivée avec de grands honneurs.

Le 2 juillet au soir, M. de Champeaux fut prévenu que le roi était malade et qu'il ne pouvait recevoir le général, et le lendemain on apprit que le roi avait quitté sa capitale. En présence d'une situation aussi embarrassante, le général de Courcy aurait voulu s'assurer de la personne des deux régents Nguyen-Van-Thuong et Thuy-Fai. Ils furent invités à se rendre tous deux à la résidence. Mais, soit désaccord entre eux, soit méfiance, ils ne vinrent pas ensemble et on les laissa rentrer à la citadelle. Le commandant en chef attendait un moment favorable pour les arrêter lorsqu'éclata l'insurrection. Après avoir vu l'insuccès du complot, Thuy-Fai a pris la fuite; Nguyen-Van-Thuong est entre nos mains. Il sera un otage précieux.

Tels sont les faits tels que les raconte un de nos confrères.

La Ligue, qui a eu un long entretien avec un personnage très bien renseigné sur le pays et les hommes, explique ainsi comment nos résidents ont pu ignorer le complot tramé contre les Français :

« Les soldats annamites ne sont pas autre chose que des hommes fournis par les villages qui ont reçu l'ordre de se rendre à la capitale dans leur costume de travail. »

Ces hommes-là arrivent généralement à Hué par la partie nord et la partie sud de la grande route mandarine; ils peuvent entrer par six portes différentes, confondues dans le va-et-vient considérable de la population.

Arrivés auprès de leurs mandarins militaires respectifs, on les envoie dans différentes casernes, où ils reçoivent le vêtement militaire, les lances en bambou et les sabres antiques qui constituent leur armement.

Quant à la crise, l'interlocuteur de notre confrère estime qu'elle peut durer deux mois ou des années, selon la conduite que nous tiendrons et selon le concours que nous donnera Van-Thuong : « Je le répète, le rôle de ce régent peut être extrêmement utile si le général de Courcy sait jouer de ce personnage. »

Il doit savoir s'en servir comme un cavalier d'un cheval vicieux, quand il n'en a pas d'autre à sa disposition.

De reste, M. de Champeaux, qui connaît à fond Van-Thuong, est à même de donner d'excellents conseils au général de Courcy.

Dù il résulte qu'il faut agir avec énergie, et nous n'avons plus à dire que le général de Courcy est un homme énergique.

### JOURNAUX ET REVUES

Le *Mot d'Ordre*, plus dangereux pour les gens d'ordre et de patriotisme que les journaux les plus démocratiques, attaque aujourd'hui MM. de Mackau et de la Rochefoucauld, à propos de leurs discours sur l'enseignement bilingue.

Voici un passage de l'article, où sa mauvaise foi s'étale au grand jour avec un cynisme exemplaire :

La lutte entre les deux enseignements dure donc toujours. Les cléricaux et les laïques ne peuvent supporter cette loi, néfaste pour eux, qui a soustrait l'enfant à l'éducation de l'Eglise, et qui, tout en respectant la liberté de ceux qui veulent apprendre le catéchisme, exige la connaissance de la patrie, du devoir civique et de la fraternité démocratique, toutes choses que l'enseignement cléricol proscrire soigneusement.

Rien de plus faux que cette affirmation. Chaque jour, au contraire, des instituteurs sont révoqués, condamnés à l'amende pour avoir enseigné le catéchisme. L'auteur de l'article, M. Lepelletier, le sait bien. L'enseignement de la fraternité est, au contraire, la base de l'enseignement religieux : Aimez-vous les uns les autres !

— Nous avons fait connaître le démenti donné par M. Ch. Ferry aux déclarations de *l'Intransigeant*, relative à l'acquisition d'un immeuble d'un demi-million par le frère du grand Jules.

Le journal de M. Rochefort, ayant répondu par la production de l'insertion légale du journal les *Petites Affiches*, l'inculpé a riposté par un démenti par huissier.

Or, voici la réplique de *l'Intransigeant*, réplique empruntée à l'exploit de M. Vincelet :

Il est exact qu'à la date précitée M. Ferry a acheté l'immeuble dont s'agit moyennant le prix de cinq cent quarante mille francs.

Mais, suivant exploit du ministère de

Gauthier, huissier à Paris, en date du 28 novembre 1884, un sieur Jules-Marie Koh, propriétaire, demeurant à Paris, rue Casimir-Périer, n° 21, créancier inscrit sur l'immeuble, a déclaré le surenchérisseur du dixième.

Cette surenchère a été validée par jugement du tribunal de la Seine, en date du 26 janvier 1885.

Elle, suivant jugement de l'audience des saisis immobiliers, en date du dix-neuf février 1885, Mme veuve Ben-Aïd est devenue adjudicataire de l'immeuble dont s'agit, moyennant le prix principal de cinq cent quatre-vingt-quinze mille cinq cent cinquante francs.

M. Ferry n'est donc plus propriétaire de l'immeuble dont s'agit, ni d'aucun autre immeuble à Paris.

M. Rochefort ajoute :

Le frère Charles pouvait s'épargner cette dépense de six francs, mais il n'a pas tenu à assister à des scènes terribles que M. Courday subissait sans oser y mettre un terme par une rupture catégorique : la maîtresse égoïste et exigeante voulait que son amant quittât sa famille pour n'être qu'à elle seule et tout à elle.

D'un autre côté, M. Courday avait, à l'égard de sa maîtresse, des moins sentiments de jalousie exaltée, et il avait contre elle des emportements et des fureurs insensées quand il la soupçonnait d'avoir eu avec son mari des relations intimes.

Malgré toutes les circonstances, toutes les preuves accumulées, le malheureux mari persista à croire sa femme innocente et victime d'un odieux attentat de la part de M. Courday.

Une foule considérable n'a cessé de stationner pendant la journée et la soirée d'hier devant le numéro 81 du boulevard Voltaire, commentant les diverses versions de ce tragique événement.

Mme Bessière a inhumé aujourd'hui au cimetière de Saint-Ouen le service religieux aux lieux à quatre heures, en l'église Saint-Ambroise.

**Voleur puni.** — Depuis quelque temps, des voleurs s'introduisaient chaque nuit dans des propriétés contiguës, appartenant aux sieurs Drain, Rozbacher et Guimessin, et s'emparaient de bijoux, de vêtements, et de la somme de 200,000 francs.

Les trois propriétaires, de tous les côtés, avaient la triste surprise de voir leurs jardins saccagés, s'entendirent pour parer à la situation.

Chacun d'eux, à tour de rôle devait monter la garde dans sa propriété, et surveiller de près ce qui se passait chez ses voisins.

Hier soir, le tour de garde revenait à Drain, il se rendit à son poste, armé d'un fusil de chasse chargé de gros plomb.

Après de longues heures d'attente, M. Drain aperçut un individu qui tentait d'escalader la clôture qui ceint sa propriété.

Devant de pareilles intentions, M. Drain hésita pas. Viser et faire feu furent pour lui l'affaire d'un instant : le voleur tomba en poussant des cris qui firent s'enfuir plusieurs autres rôdeurs, faisant le guet non loin de là.

Des gardiens de la paix, immédiatement prévenus, vinrent relever le blessé qui avait été de se cacher dans un massif voisin, et le transportèrent à l'hospice Bichat dans un état désespéré.

M. Drain a été laissé en liberté.

**L'assassinat de Nogent-sur-Marne.** — Nous avons, au mois de novembre dernier, raconté l'assassinat qui avait été commis à Nogent-sur-Marne, sur la personne d'un nommé Jean Vacaan, employé dans un atelier de marchand de vins, ayant pour enseigne « Au Papillon d'or », et tenu par la femme Guinisset.

Jean Vacaan avait été frappé d'un coup de couteau dans la région du cœur; la femme Guinisset prétendait que cet assassinat avait été commis par un Italien, travaillant dans les environs, et que ce crime « Au Papillon d'or », et tenu par la femme Guinisset.

Jean Vacaan avait été frappé d'un coup de couteau dans la région du cœur; la femme Guinisset prétendait que cet assassinat avait été commis par un Italien, travaillant dans les environs, et que ce crime « Au Papillon d'or », et tenu par la femme Guinisset.

Or, l'instruction ayant découvert que le couteau avec lequel Vacaan avait été frappé appartenait à la femme Guinisset et que les bijoux qu'elle prétendait lui avoir été volés avaient été engagés par elle à Mont-de-Piété, un mandat d'amener fut décerné contre cette femme.

Faute de preuves matérielles, on fut au bout d'un mois obligé de la remettre en liberté, mais



## LE CHOLÉRA EN ESPAGNE

LA MISSION BROUARDEL

Nos lecteurs nous permettront de leur faire remarquer que la *Patrie* a été, pour ainsi dire, le seul journal qui ait formulé d'expresses réserves au sujet des merveilleux résultats attribués aux fameuses inoculations anticholériques du Dr Ferran, en Espagne. Dans ma dernière *Causerie scientifique*, je conseillais d'attendre un peu avant de se laisser aller à un enthousiasme complet.

Le retour anticipé de la mission Brouardel, qui n'est restée que très peu de jours en Espagne, est venu donner une sérieuse confirmation à mes réserves; le rapport lu par M. Brouardel à la dernière séance de l'Académie de médecine, sans établir que le Dr Ferran soit un homme... peut-être, le montre au moins sous un jour tout spécial: ce n'est pas ainsi que, en France, nous nous représentons un homme de science, aux prises, surtout, avec une question d'un si haut intérêt humanitaire.

Du reste, rien de plus instructif que ce rapport même de M. Brouardel, rapport dont nous avons entendu la lecture à l'Académie de médecine, et dont nous allons analyser les points les plus curieux.

On se rappelle que c'est le ministre du commerce qui, par un arrêté spécial, avait désigné, pour se rendre près du docteur Ferran, MM. Brouardel, Charliu et Albarran. Le docteur Roux, collaborateur de M. Pasteur dans ses beaux travaux sur le virus du charbon, de la rage, etc., avait tenu à ne pas faire partie de la mission pour ne pas y introduire un élément personnel susceptible d'être soupçonné de partialité, en raison de ses études particulières sur les microbes infectieux.

Voici alors, d'après le rapport même, quelles furent les relations de la mission avec le docteur Ferran, à Valence, où les médecins français arrivèrent le 30 juin, il y a un mardi huit jours.

Nos compatriotes avaient quelque raison de croire, ce semble, que l'auteur de la nouvelle vaccination les recevait avec empressement et profiterait même de leur bienveillant concours pour faire reconnaître, à la face du monde entier, devant la science universelle, par des témoignages désintéressés et au dessus de toute contestation, le principe et l'importance pratique de sa découverte. Pas du tout.

Lorsqu'il fut demandé à être mis à même, lui et ses collaborateurs, de soumettre le procédé à l'examen critique possible avec les moyens et les méthodes dont la science dispose aujourd'hui, le docteur Ferran déclara qu'il refusait de divulguer les procédés employés par lui pour l'atténuation du virus cholérique. Il consentait bien à laisser examiner les cultures de microbes dans son laboratoire, mais pas une goutte de ces cultures n'en devait sortir. Au surplus, on pouvait suivre ses inoculations et s'assurer des résultats.

Nos compatriotes insistèrent. M. Ferran fut inflexible: « Je vois bien ce que je vous donne, finit-il par leur dire, je ne vois pas ce que je reçois. Si vous voulez connaître mes procédés, faites-moi savoir à quelles conditions votre ministère entend devenir possesseur de mon secret. » Pour des médecins français, la réponse devait sembler très drôle.

On le conçoit, une mission scientifique ne pouvait s'engager sur ce terrain d'affaires. Un télégramme au ministre du commerce fut rédigé, qui l'informait que M. Ferran, « alléguant son intérêt personnel », refusait de faire connaître ses procédés de préparation pour les cultures. M. Ferran obtint que les mots d'intérêt personnel fussent rayés de la dépêche et promit de s'expliquer à cet égard au ministre français par lettre.

Les membres de la mission étaient donc en présence d'un homme en possession d'un « remède secret », comme on dit chez nous, et décidé à l'exploiter. Pour se prononcer sur la valeur du remède, il aurait fallu qu'il leur fût possible de s'assurer si le virus inoculé était réellement devenu vaccin, et ils ne le pouvaient qu'à la condition de connaître les procédés de préparation, de constater l'uniformité, la certitude, la constance des cultures employées à l'inoculation, de savoir enfin si, pour chaque préparation, il était nécessaire ou non de remonter à la source de l'infection, de recourir à un sujet cholérique. Ici l'analyse chimique était impuissante; l'observation microscopique ne révélait que des formes; c'était seulement en reprenant tous les détails de la préparation de la cul-

ture, en pratiquant eux-mêmes des inoculations, en s'assurant de la réalité et de l'identité des résultats qu'ils eussent pris une idée de la valeur du procédé avant de se croire fondés à en recommander l'adoption.

Dans sa lettre au ministre, M. Ferran disait que la réserve dont il s'était armé était conditionnelle, et qu'elle lui paraissait justifiée.

« Il y a ici, écrivait-il, deux points de vue très distincts et qui sont parfaitement séparables. Il s'agit dans le premier d'une question médicale et humanitaire; je mets, aussi largement que je le puis, mon moyen prophylactique à la disposition de tous. Je ne refuse à personne l'entrée de mon laboratoire; on peut y venir examiner mes cultures; on peut y voir suivre mes inoculations et constater leurs effets. Que faut-il de plus? Est-ce que le fabricant de produits médicamenteux qui livre au médecin du sulfate de quinine ou du chlorhydrate de morphine, s'il a trouvé un mode de préparation avantageux, est tenu de le livrer au médecin? Non, il suffit à celui-ci de savoir qu'on lui remet du bon sulfate et du bon chlorhydrate. Il suffit de même qu'on se soit assuré que mes liquides d'inoculation produisent certains effets. C'est là l'essentiel, comme l'a dit M. Pasteur. »

On voit le système. Passant au second point de vue, celui qui concerne la révélation demandée de ses procédés, M. Ferran se plaint, non sans amertume, de l'ingratitude et des persécutions du gouvernement de son pays.

« J'étais, ajoute-t-il, tout disposé à faire à mon pays le sacrifice de ma découverte; après les mépris dont j'ai été victime, les tracasseries qui m'ont assailli, j'ai le droit de garder mon secret. Si on m'avait traité comme MM. Koch et Pasteur l'ont été en Allemagne et en France, j'aurais fait comme eux. On les a honorés et largement récompensés; en Espagne, je n'ai trouvé que des injustices et de l'ingratitude. Mon droit de garder mon secret est incontestable; mon devoir de chef de laboratoire est de le garder. Je ne puis donc que me départir quand on voudra. »

Certainement, il faut que, nous autres Français, nous fassions la part de la différence des mœurs, des mœurs scientifiques surtout. Mais, sans user d'une trop grande sévérité à l'égard de notre confrère de l'autre côté des Pyrénées, il est permis de rappeler qu'un médecin qui en agissait de même chez nous se fût fait traiter de charlatan purement et simplement, et que jamais ce verdict, depuis bien des années dans notre milieu professionnel, n'a été réformé devant l'opinion publique ni devant la science.

Du reste, sans pouvoir, on le comprend, dans de pareilles conditions, porter un jugement positif et autorisé sur la question qu'il était allé étudier là-bas, M. Brouardel a inséré dans son rapport quelques conclusions qui peuvent nous servir pour le moment à nous-mêmes.

Ainsi, dit-il, tout ce qu'il y a de plus certain dans tout cela, c'est que les inoculations du docteur Ferran semblent inoffensives pour les sujets; c'est qu'il y a eu, chose étrange, une absence de réaction dans leur assaut qu'ils ont ainsi subi impunément contre le mal, cette confiance qu'il leur donne pour le défendre dans une certaine mesure contre ces atteintes, au moins, ou la peur exagérée du fléau joue un si grand rôle. Encore une fois, ce ne serait pas là une mauvaise chose, et le docteur Ferran avouera peut-être plus tard, dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, que tout son secret était là.

Quant aux résultats obtenus dans la pratique, M. Brouardel et ses collègues ont essayé de se rendre compte de l'effet prophylactique des inoculations. Leurs investigations se sont concentrées sur la ville d'Alcira et trois localités environnantes. Mais ils se sont heurtés à des obstacles invincibles. La statistique est impossible en Espagne, où le chiffre des populations est inconnu, parce qu'on cherche toujours à diminuer l'impôt. Alcira avoue 16,000 habitants; elle en compte au moins 23,000. Il paraît qu'à Madrid il y a 200,000 habitants de plus que n'en accuse le recensement. Il est presque impossible de connaître le chiffre exact des malades et des décès; les alcades, dans un intérêt facile à comprendre, font des déclarations inexécutes. D'ailleurs, la réputation des vaccins et des préservés est tout entière aux mains de M. Ferran et de ses partisans; cette statistique sans contrôle n'offre pas les garanties qu'on en a droit d'exiger.

Et puis, les inoculations, eussent-elles été faites avec la plus parfaite exactitude, c'était seulement en reprenant tous les détails de la préparation de la cul-

ture, en pratiquant eux-mêmes des inoculations, en s'assurant de la réalité et de l'identité des résultats qu'ils eussent pris une idée de la valeur du procédé avant de se croire fondés à en recommander l'adoption.

Dans sa lettre au ministre, M. Ferran disait que la réserve dont il s'était armé était conditionnelle, et qu'elle lui paraissait justifiée.

« Il y a ici, écrivait-il, deux points de vue très distincts et qui sont parfaitement séparables. Il s'agit dans le premier d'une question médicale et humanitaire; je mets, aussi largement que je le puis, mon moyen prophylactique à la disposition de tous. Je ne refuse à personne l'entrée de mon laboratoire; on peut y venir examiner mes cultures; on peut y voir suivre mes inoculations et constater leurs effets. Que faut-il de plus? Est-ce que le fabricant de produits médicamenteux qui livre au médecin du sulfate de quinine ou du chlorhydrate de morphine, s'il a trouvé un mode de préparation avantageux, est tenu de le livrer au médecin? Non, il suffit à celui-ci de savoir qu'on lui remet du bon sulfate et du bon chlorhydrate. Il suffit de même qu'on se soit assuré que mes liquides d'inoculation produisent certains effets. C'est là l'essentiel, comme l'a dit M. Pasteur. »

On voit le système. Passant au second point de vue, celui qui concerne la révélation demandée de ses procédés, M. Ferran se plaint, non sans amertume, de l'ingratitude et des persécutions du gouvernement de son pays.

« J'étais, ajoute-t-il, tout disposé à faire à mon pays le sacrifice de ma découverte; après les mépris dont j'ai été victime, les tracasseries qui m'ont assailli, j'ai le droit de garder mon secret. Si on m'avait traité comme MM. Koch et Pasteur l'ont été en Allemagne et en France, j'aurais fait comme eux. On les a honorés et largement récompensés; en Espagne, je n'ai trouvé que des injustices et de l'ingratitude. Mon droit de garder mon secret est incontestable; mon devoir de chef de laboratoire est de le garder. Je ne puis donc que me départir quand on voudra. »

Certainement, il faut que, nous autres Français, nous fassions la part de la différence des mœurs, des mœurs scientifiques surtout. Mais, sans user d'une trop grande sévérité à l'égard de notre confrère de l'autre côté des Pyrénées, il est permis de rappeler qu'un médecin qui en agissait de même chez nous se fût fait traiter de charlatan purement et simplement, et que jamais ce verdict, depuis bien des années dans notre milieu professionnel, n'a été réformé devant l'opinion publique ni devant la science.

Du reste, sans pouvoir, on le comprend, dans de pareilles conditions, porter un jugement positif et autorisé sur la question qu'il était allé étudier là-bas, M. Brouardel a inséré dans son rapport quelques conclusions qui peuvent nous servir pour le moment à nous-mêmes.

Ainsi, dit-il, tout ce qu'il y a de plus certain dans tout cela, c'est que les inoculations du docteur Ferran semblent inoffensives pour les sujets; c'est qu'il y a eu, chose étrange, une absence de réaction dans leur assaut qu'ils ont ainsi subi impunément contre le mal, cette confiance qu'il leur donne pour le défendre dans une certaine mesure contre ces atteintes, au moins, ou la peur exagérée du fléau joue un si grand rôle. Encore une fois, ce ne serait pas là une mauvaise chose, et le docteur Ferran avouera peut-être plus tard, dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, que tout son secret était là.

Quant aux résultats obtenus dans la pratique, M. Brouardel et ses collègues ont essayé de se rendre compte de l'effet prophylactique des inoculations. Leurs investigations se sont concentrées sur la ville d'Alcira et trois localités environnantes. Mais ils se sont heurtés à des obstacles invincibles. La statistique est impossible en Espagne, où le chiffre des populations est inconnu, parce qu'on cherche toujours à diminuer l'impôt. Alcira avoue 16,000 habitants; elle en compte au moins 23,000. Il paraît qu'à Madrid il y a 200,000 habitants de plus que n'en accuse le recensement. Il est presque impossible de connaître le chiffre exact des malades et des décès; les alcades, dans un intérêt facile à comprendre, font des déclarations inexécutes. D'ailleurs, la réputation des vaccins et des préservés est tout entière aux mains de M. Ferran et de ses partisans; cette statistique sans contrôle n'offre pas les garanties qu'on en a droit d'exiger.

Et puis, les inoculations, eussent-elles été faites avec la plus parfaite exactitude, c'était seulement en reprenant tous les détails de la préparation de la cul-

ture, en pratiquant eux-mêmes des inoculations, en s'assurant de la réalité et de l'identité des résultats qu'ils eussent pris une idée de la valeur du procédé avant de se croire fondés à en recommander l'adoption.

Dans sa lettre au ministre, M. Ferran disait que la réserve dont il s'était armé était conditionnelle, et qu'elle lui paraissait justifiée.

« Il y a ici, écrivait-il, deux points de vue très distincts et qui sont parfaitement séparables. Il s'agit dans le premier d'une question médicale et humanitaire; je mets, aussi largement que je le puis, mon moyen prophylactique à la disposition de tous. Je ne refuse à personne l'entrée de mon laboratoire; on peut y venir examiner mes cultures; on peut y voir suivre mes inoculations et constater leurs effets. Que faut-il de plus? Est-ce que le fabricant de produits médicamenteux qui livre au médecin du sulfate de quinine ou du chlorhydrate de morphine, s'il a trouvé un mode de préparation avantageux, est tenu de le livrer au médecin? Non, il suffit à celui-ci de savoir qu'on lui remet du bon sulfate et du bon chlorhydrate. Il suffit de même qu'on se soit assuré que mes liquides d'inoculation produisent certains effets. C'est là l'essentiel, comme l'a dit M. Pasteur. »

On voit le système. Passant au second point de vue, celui qui concerne la révélation demandée de ses procédés, M. Ferran se plaint, non sans amertume, de l'ingratitude et des persécutions du gouvernement de son pays.

« J'étais, ajoute-t-il, tout disposé à faire à mon pays le sacrifice de ma découverte; après les mépris dont j'ai été victime, les tracasseries qui m'ont assailli, j'ai le droit de garder mon secret. Si on m'avait traité comme MM. Koch et Pasteur l'ont été en Allemagne et en France, j'aurais fait comme eux. On les a honorés et largement récompensés; en Espagne, je n'ai trouvé que des injustices et de l'ingratitude. Mon droit de garder mon secret est incontestable; mon devoir de chef de laboratoire est de le garder. Je ne puis donc que me départir quand on voudra. »

Certainement, il faut que, nous autres Français, nous fassions la part de la différence des mœurs, des mœurs scientifiques surtout. Mais, sans user d'une trop grande sévérité à l'égard de notre confrère de l'autre côté des Pyrénées, il est permis de rappeler qu'un médecin qui en agissait de même chez nous se fût fait traiter de charlatan purement et simplement, et que jamais ce verdict, depuis bien des années dans notre milieu professionnel, n'a été réformé devant l'opinion publique ni devant la science.

Du reste, sans pouvoir, on le comprend, dans de pareilles conditions, porter un jugement positif et autorisé sur la question qu'il était allé étudier là-bas, M. Brouardel a inséré dans son rapport quelques conclusions qui peuvent nous servir pour le moment à nous-mêmes.

Ainsi, dit-il, tout ce qu'il y a de plus certain dans tout cela, c'est que les inoculations du docteur Ferran semblent inoffensives pour les sujets; c'est qu'il y a eu, chose étrange, une absence de réaction dans leur assaut qu'ils ont ainsi subi impunément contre le mal, cette confiance qu'il leur donne pour le défendre dans une certaine mesure contre ces atteintes, au moins, ou la peur exagérée du fléau joue un si grand rôle. Encore une fois, ce ne serait pas là une mauvaise chose, et le docteur Ferran avouera peut-être plus tard, dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, que tout son secret était là.

Quant aux résultats obtenus dans la pratique, M. Brouardel et ses collègues ont essayé de se rendre compte de l'effet prophylactique des inoculations. Leurs investigations se sont concentrées sur la ville d'Alcira et trois localités environnantes. Mais ils se sont heurtés à des obstacles invincibles. La statistique est impossible en Espagne, où le chiffre des populations est inconnu, parce qu'on cherche toujours à diminuer l'impôt. Alcira avoue 16,000 habitants; elle en compte au moins 23,000. Il paraît qu'à Madrid il y a 200,000 habitants de plus que n'en accuse le recensement. Il est presque impossible de connaître le chiffre exact des malades et des décès; les alcades, dans un intérêt facile à comprendre, font des déclarations inexécutes. D'ailleurs, la réputation des vaccins et des préservés est tout entière aux mains de M. Ferran et de ses partisans; cette statistique sans contrôle n'offre pas les garanties qu'on en a droit d'exiger.

Et puis, les inoculations, eussent-elles été faites avec la plus parfaite exactitude, c'était seulement en reprenant tous les détails de la préparation de la cul-

ture, en pratiquant eux-mêmes des inoculations, en s'assurant de la réalité et de l'identité des résultats qu'ils eussent pris une idée de la valeur du procédé avant de se croire fondés à en recommander l'adoption.

Dans sa lettre au ministre, M. Ferran disait que la réserve dont il s'était armé était conditionnelle, et qu'elle lui paraissait justifiée.

« Il y a ici, écrivait-il, deux points de vue très distincts et qui sont parfaitement séparables. Il s'agit dans le premier d'une question médicale et humanitaire; je mets, aussi largement que je le puis, mon moyen prophylactique à la disposition de tous. Je ne refuse à personne l'entrée de mon laboratoire; on peut y venir examiner mes cultures; on peut y voir suivre mes inoculations et constater leurs effets. Que faut-il de plus? Est-ce que le fabricant de produits médicamenteux qui livre au médecin du sulfate de quinine ou du chlorhydrate de morphine, s'il a trouvé un mode de préparation avantageux, est tenu de le livrer au médecin? Non, il suffit à celui-ci de savoir qu'on lui remet du bon sulfate et du bon chlorhydrate. Il suffit de même qu'on se soit assuré que mes liquides d'inoculation produisent certains effets. C'est là l'essentiel, comme l'a dit M. Pasteur. »

On voit le système. Passant au second point de vue, celui qui concerne la révélation demandée de ses procédés, M. Ferran se plaint, non sans amertume, de l'ingratitude et des persécutions du gouvernement de son pays.

« J'étais, ajoute-t-il, tout disposé à faire à mon pays le sacrifice de ma découverte; après les mépris dont j'ai été victime, les tracasseries qui m'ont assailli, j'ai le droit de garder mon secret. Si on m'avait traité comme MM. Koch et Pasteur l'ont été en Allemagne et en France, j'aurais fait comme eux. On les a honorés et largement récompensés; en Espagne, je n'ai trouvé que des injustices et de l'ingratitude. Mon droit de garder mon secret est incontestable; mon devoir de chef de laboratoire est de le garder. Je ne puis donc que me départir quand on voudra. »

Certainement, il faut que, nous autres Français, nous fassions la part de la différence des mœurs, des mœurs scientifiques surtout. Mais, sans user d'une trop grande sévérité à l'égard de notre confrère de l'autre côté des Pyrénées, il est permis de rappeler qu'un médecin qui en agissait de même chez nous se fût fait traiter de charlatan purement et simplement, et que jamais ce verdict, depuis bien des années dans notre milieu professionnel, n'a été réformé devant l'opinion publique ni devant la science.

chez lui. Eh bien, oui! Allez un peu à Palerme!

Vous en verrez dix-sept. Tous avec des noms en o; dix-sept brigands qu'on a jugés en solennelles audiences, avec vingt-six avocats et trois cents témoins.

Il s'agissait de la fameuse bande Piraino, qui terrorisait depuis deux ans les environs de Palerme, et surtout de bonne musique, sont, on le voit, nombreux à Paris.

Cet empressement du public à venir écouter l'excellent orchestre de Mayeur s'explique, d'ailleurs, au moment où tous les grands orchestres de la capitale sont dispersés. Nulle part, on ne le dit, on ne le trouve actuellement, à Paris, une exécution aussi parfaite.

Voici le programme du concert qui aura lieu le dimanche 12 juillet, au Jardin d'Acclimatation:

Première partie:

Marche du sacre du Prophète, Meyerbeer.

Ouverture de la Muette de Portici, Auber.

Le Pré aux Clercs, fantaisie, Herold.

L'Invitation à la valse, L. Mayeur.

Deuxième partie:

Amarillo, fantaisie, L. Mayeur.

Isphahan, solo de cornet à piston, exécuté par l'auteur, A. Oudin.

Les Noces de Jeannette, fantaisie, Massé.

Sans Souci, galop, Ascher.

G. DORANTE.

Emmanuel RAFFOIN.

GAZETTE THÉÂTRALE

Ce soir, aux Nations, deux premières représentations (à ce théâtre): la *Bergère d'Ivry*, drame en cinq actes, de M. Eugène Grangé et Lambert Thiboust;

Francis Renaud MM. Decori

Fauvel Mondet

Da Granval Régulier

Canuche Germain

Grey Livry

De Beauchamp Laguerche

De Marsay Willac

Horlense Fauvel Mmes P. Paty

Almée Valette

Mme Derouville Daubrun

Julienne M. Mozart

Rose Estello

Toinette Lévi-Leclerc

et les Chevaliers du pince-nez, comédie

vaudeville en deux actes, de M. Eugène

Grangé, Paulin Deslandes et Lambert Thiboust;

Champrossé MM. Régulier

Bac-de-Livré Germain

Chabannais Serrad

Varquenet Livry

Saint-Gobin Willac

Bauecaud Laguerche

Mme Aurélie Mmes Irma Aubry

Paul Joubert Descorval

Fauvette Théol

Cécile Lévi-Leclerc

Zoé Estello

Mimi Barty

Lever du rideau à huit heures.

Monsieur Scapin, la pièce de M. Jean

Richepin, a été lue hier par l'auteur au

Comité du Théâtre-Français.

Elle a été reçue à l'unanimité.

La *Médée* a reçu les confidences de M.

Richepin sur le sujet de sa pièce; voici

donc, d'après l'auteur, la donnée de *Scapin*

qui comprend trois actes en vers:

— J'ai pris Scapin vingt ans après Mo-

lère. Le vieux valet fourbe est devenu un

homme bourgeois très connu. Il a épousé

Dorine, la servante maladroite, et, de cette

union est née une fille que Scapin garde et

surveille avec d'autant plus de soin qu'il

sait tous les mauvais tours qu'on peut lui

faire et qu'il a beaucoup de méfiance.

Scapin, bourgeois rangé, veut que sa

descendante entre dans la famille honorable

d'un notaire et il l'a fiancée au rejeton d'un

labellon, mais la jeune fille se soucie bien

de la bonne école, celle de Scapin.

Tous deux pleins de respect pour les

grandes traditions laissées par l'illustre

fourbe, ils n'engagent la lutte qu'avec mo-

dération, la servante maladroite, et, de cette

union est née une fille que Scapin garde et

surveille avec d'autant plus de soin qu'il

sait tous les mauvais tours qu'on peut lui

faire et qu'il a beaucoup de méfiance.

Scapin, bourgeois rangé, veut que sa

descendante entre dans la famille honorable

d'un notaire et il l'a fiancée au rejeton d'un

labellon, mais la jeune fille se soucie bien

de la bonne école, celle de Scapin.

représentation des phoques phénomènes et à plusieurs reprises a donné le signal des applaudissements.

Le Jardin zoologique d'acclimatation a reçu, dimanche dernier, 20,000 visiteurs.

Les amateurs d'ombrage, de distractions instructives, et surtout de bonne musique, sont, on le voit, nombreux à Paris.

Cet empressement du public à venir écouter l'excellent orchestre de Mayeur s'explique, d'ailleurs, au moment où tous les grands orchestres de la capitale sont dispersés. Nulle part, on ne le dit, on ne le trouve actuellement, à Paris, une exécution aussi parfaite.

Voici le programme du concert qui aura lieu le dimanche 12 juillet, au Jardin d'Acclimatation:

Première partie:

Marche du sacre du Prophète, Meyerbeer.

Ouverture de la Muette de Portici, Auber.

Le Pré aux Clercs, fantaisie, Herold.

L'Invitation à la valse, L. Mayeur.

Deuxième partie:

Amarillo, fantaisie, L. Mayeur.

Isphahan, solo de cornet à piston, exécuté par l'auteur, A. Oudin.

Les Noces de Jeannette, fantaisie, Massé.

Sans Souci, galop, Ascher.

G. DORANTE.

Emmanuel RAFFOIN.

GAZETTE THÉÂTRALE

Ce soir, aux Nations, deux premières représentations (à ce théâtre): la *Bergère d'Ivry*, drame en cinq actes, de M. Eugène Grangé et Lambert Thiboust;

Francis Renaud MM. Decori

Fauvel Mondet

Da Granval Régulier

Canuche Germain

Grey Livry

De Beauchamp Laguerche

De Marsay Willac

Horlense Fauvel Mmes P. Paty

Almée Valette

Mme Derouville Daubrun

Julienne M. Mozart

Rose Estello

Toinette Lévi-Leclerc

et les Chevaliers du pince-nez, comédie

vaudeville en deux actes, de M. Eugène

Grangé, Paulin Deslandes et Lambert Thiboust;

Champrossé MM. Régulier

Bac-de-Livré Germain

Chabannais Serrad

Varquenet Livry

Saint-Gobin Willac

Bauecaud Laguerche

Mme Aurélie Mmes Irma Aubry

Paul Joubert Descorval



## BANQUE DE FRANCE &amp; SUCCURSALES

## SITUATION HEBDOMADAIRE

AU 9 JUILLET 1885

ACTIF	
Argent monnayé et lingots.	2.277.828 438 32
Effets échus à recevoir.	232.971 33
Portefeuille de Paris (com.).	241.888 234 14
Obliq. du Trésor à court terme.	8.000.000
Portefeuille des succursales :	
— sur place.	497.430 185
— sur lingots monnaies.	2.045 500
— sur titres.	138.790 528
— sur succursales.	151.813 438
Avances à l'Etat.	140.000.000
Réserv. (Loi du 17 mai 1834).	10.000.000
Réserv. (Ex-Banques départem.).	2.380.750 14
Rentes disponibles.	89.863.555 78
Rentes immobilisées.	100.000.000
Hôtel et mobilier.	4.000.000
Immeubles des succursales.	8.527 740
Dépenses d'administration.	101.305 02
Emploi de la réserve spéciale.	11.997.444 16
Monnaies italiennes en dépôt.	59.834 570 84
Divers.	8.711.153 782
<b>Total.</b>	<b>182.500.000</b>

## PASSIF

Capital de la Banque.

Bénéfices en addition au capit.	8.002.313 54
Réserves.	10.000.000
Ex-banques départem.	2.380.750 14
Loi du 17 mai 1834.	10.000.000
Réserv. spéciale.	11.997.444 16
Billets en circulation.	2.282.154 800
Arrangements de valeurs.	18.700.051 82
Billets à ordre et récépissés.	29.722.602 89
Compte cour. du Trésor, crédit.	183.330 046 02
Id. id. succursales.	43.200 3 4
Dividendes à payer.	11.111.187 50
Effets au comptant non disp.	2.045 500
Escompte et intérêts divers.	1.384.572 16
Réserve pour effets en souffr.	1.093.125 28
Divers.	24.753.863 26
<b>Total.</b>	<b>8.711.153 782</b>

## DECOMPOSITION DE L'ENCAISSE

Or.	1.151.354 68 95	1.151.354 68 95
Argent.	1.079.193.120 57	1.079.193.120 57
<b>Total.</b>	<b>2.230.547.809 52</b>	<b>2.230.547.809 52</b>

Certifié conforme aux écritures :

Le Gouverneur de la Banque de France,

J. MAGNIN.

En comparant les principaux chiffres de ce bilan avec ceux du bilan de la semaine précédente, on trouve les différences suivantes :

AUGMENTATION	
Billets en circulation.	8.000.000
DIMINUTION	
Encaisse or.	1.000.000 fr.
Encaisse argent.	1.000.000
Avances sur titres.	2.000.000
Comptes-courants particuliers.	23.600.000
Portefeuille.	32.100.000
Compte-courant du Trésor.	8.700.000
Bénéfices de la semaine.	693.000 fr.

## BULLETIN COMMERCIAL

## BOURSE DE PARIS DU 10 JUILLET

(1 h. 15 soir.)

Dispon.	62	62 25	4 dern.	61	61 25
Courant.	62	62 25	4 prem.	61	61 25
Août.	62	62 25	4 nov.	61	61 25

Huile de lin. — Calme.			
Dispon.	57 50 à 58	4 dern.	54 25 à 55
Courant.	57 50 à 58	4 prem.	54 25 à 55
Août.	56 .. à 56 50		
Spiriteux. — Ferme.			
Dispon.	47 25 à 48	4 dern.	40 .. à 40 25
Courant.	47 25 à 48	4 prem.	40 25 à 40 50
Août.	48 .. à ..		
Stock.			13,225 pipes
Circulation			..
Sucre. — Calme.			
Dispon.	46 25 à 47	4 septem.	47 .. à 47 12
Courant.	46 25 à 47	4 octob.	49 .. à ..
Août.	46 50 à 46 62		
Sucre brut 88°			
	90 ..	43 50 à ..	
	94 ..	46 .. à ..	
— raffinés.			
	108 50	109 50 à 109 ..	
Neuf-Markes :			
Dispon.	47 35 ..	54 25 ..	51 45 ..

## MOUVEMENT DES GARES ET BATEAUX

La Chapelle. — Arrivages du 8 juillet : ... sacs indiennes et 1457 sacs belges. — Livraisons : 100 sacs indiennes et 876 sacs belges. — Stock : 1.301 sacs indiennes et 2.329 sacs belges.

## MOUVEMENT DE L'ENTREPOT DE PARIS

8 juillet.

Ind. entrées sacs.	100	4.588	500
— sorties.	1.478	6.230	5.649
— stock.	1.082.374	752.457	411.915
Ext. stock.	8.059	6.344	4.583

## MARCHÉ DE LA VILLETTE

du vendredi 10 juillet

VEAUX. — Amiens, 871; vendus, 708; poids moyen, 78 kil.; 1 <sup>re</sup> qualité, 1 fr. 80; 2 <sup>e</sup> qualité, 1 fr. 40; 3 <sup>e</sup> qualité, 1 fr. 20; 4 <sup>e</sup> qualité, 1 fr. 10; 5 <sup>e</sup> qualité, 1 fr. 00; 6 <sup>e</sup> qualité, 0 fr. 90; 7 <sup>e</sup> qualité, 0 fr. 80; 8 <sup>e</sup> qualité, 0 fr. 70; 9 <sup>e</sup> qualité, 0 fr. 60; 10 <sup>e</sup> qualité, 0 fr. 50.
--

Vente difficile, pas de gros bétail.

## RENNES-UTILES

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

DECLARATIONS DE FAILLITES

Jugements du 8 juillet 1885

OSTLEITNER, entrepreneur de plomberie, rue Sojaune, 10.

Juge-commissaire, M. Garnier.

Syndic provisoire, M. Bonneau, 6, rue de Savoie.

Société en nom collectif BASSAND et C<sup>e</sup>, ayant pour objet le commerce de grains, légumes secs et vins, avenue des Gobelins, 38.

Juge-commissaire, M. Garnier.

Syndic provisoire, M. Menant, 51, boulevard St-Michel.

10 & 12, RUE DU FAUBOURG MONTMARTRE  
PARIS  
37 & 39, rue Bergère  
CHEMISES

GRANDE MISE EN VENTE EXTRAORDINAIRE  
Samedi 11, Dimanche 12, Lundi 13 Juillet  
AD. GOLCHAU

10 & 12, RUE DU FAUBOURG MONTMARTRE  
PARIS  
37 & 39, rue Bergère  
CHAPELLERIE

Cette dernière Vente de la Saison produira certainement une révolution commerciale, par les prix très réduits et par les qualités exceptionnelles de ces marchandises, qui sont toutes garanties de premier choix. — 10 &amp; 12 RUE DU FAUBOURG MONTMARTRE.

Complète Chasse toutes nuances sans carter.	11 fr.	Solde de Pantalons haute nouveauté au lieu de 25, à 15 fr.	Pantalons treillis, à 3 h. 40	Jaquettes alpaga, doublées pareil.	10 fr.	Vareuses drap bleu.	12 fr.	Blouses à plis réclame.	12 fr.
Complète Chasse toile pur fil, pour hommes.	4 fr. 90	Un LOT très avantageux de Pantalons Moleksine Extra Qual.	4 fr. 75	Solde de Gilets pique anglais, vendus partout 45 fr., à 15 fr.	4 fr. 50	Un LOT très important de Pare-Poussière toile pur fil, au lieu de 25 fr., à 14 fr.	9 fr. 90	Chapeaux Godchau.	8 fr. 50
Complète Chasse toile nationale, hommes.	7 fr. 90	Vestons haute nouveauté, doubles laine.	11 fr. 50	Vestons haute nouveauté, doubles laine.	11 fr. 50	Pardessus-Reclame.	40 fr.	Chemise Godchau.	4 fr. 50
Complète Chasse haute nouveauté ou diagonale Roubaix.	55 fr.	Vestons toile pur fil, à 2 h. 60	2 h. 60	Vestons alpaga, doublés pareil.	7 fr. 50	Costumes	3 fr. 75	CALEÇONS ET GILETS DE FANELLE	

10 &amp; 12, FAUBOURG MONTMARTRE — S'adresser toujours pour ACHATS, RENSEIGNEMENTS, CATALOGUES, etc., 10 &amp; 12, FAUBOURG MONTMARTRE

## Adjudications d'Immeubles

Etude de M<sup>e</sup> Jules TISSIER, avoué à Paris, rue Sainte-Anne, n° 50; 2<sup>e</sup> M<sup>e</sup> LAMY, avoué à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 137.

## VENTE

au Palais de Justice, le 22 juillet 1885, à deux heures.

## EN TROIS LOTS

1<sup>er</sup> LOT: MAISON A PARIS

Mise à prix: 300,000 fr.

2<sup>e</sup> LOT: MAISON A PARIS

Mise à prix: 200,000 fr.

3<sup>e</sup> LOT: MAISON A PARIS

Mise à prix: 220,000 fr.

Total des mises à prix: 720,000 fr.

S'adresser audit M<sup>e</sup> TISSIER, Lamy, avoués; à M<sup>e</sup> A. Triaud, Benoist, Collet, avoués; Gauche, syndic de faillite; M. Meynier, architecte, rue de Lille, n° 55.Etude de M<sup>e</sup> LAISNEY, avoué à Paris, boulevard Haussmann, 11 bis.

## VENTE

au Palais de Justice, le 22 juillet 1885, à deux heures.

## LOT MAISON A PARIS

Mise à prix: 40,000 francs.

Revenu net environ, 32,023 fr. 10 c.

## LOT MAISON A PARIS

Mise à prix: 40,000 francs.

Revenu net, 3,610 fr.

S'adresser à M<sup>e</sup> LAISNEY, Beau, Bertinot, Jacob, avoués; Henricq, syndic de faillite, et Grandjean, administrateur, rue Saint-Simon, 8.

## Ventes et Achats de Fonds

Boutellerie-Pâtisserie, Art. Paris (gros-1/2 gros)

à céder, gde ville M<sup>u</sup>l. Prix très réduits. Aff. 41,000. Net 6,500. Prix 13,000. Labat, 1, r. Bailly.

## Distillerie-Vins-Spiritueux et Magasin de

à céder (d'été) Quincailleurie-Fers-Aciers, à Ardennes, p. valeur marchandises et matériel. Produit net 11,000. Occasion. Labat, 1, r. Bailly.

## CÉDER (d'été) Quincailleurie-Fers-Aciers, à Ardennes, p. valeur marchandises et matériel. Produit net 11,000. Occasion. Labat, 1, r. Bailly.

USINE (EST) 60 Heures de Paris, propre à toute industrie, notamment à teinturerie (eau excellente). Force eau min. 25 chevaux. Mairie d'œuvre bon marché. Constructions parfaites. Parc, 2 étangs poissonneux. Prix 180,000 fr. On louerait maison de maître (47<sup>e</sup> façade). Superficie totale: 6 hectares. Pays de chasse. Labat, 1, r. Bailly.

## A vendre (fortune) DISTILLERIE

à céder, gde ville M<sup>u</sup>l. Prix très réduits. Aff. 41,000. Net 6,500. Prix 13,000. Labat, 1, r. Bailly.

## Avis divers

Nég. en Vins MID demande 100,000 f. à l'Assoc. ou Commandite p. extension. Aff. act. 350,000. Net 15,000. Matériel important. Bonne situation. (Les meilleures références.) Labat, 1, r. Bailly.

## Pr extension IMPRIMERIE (ed centre Nord) on cède Commandite de 20,000 f. Aff. actuelles 130,000. Beaux avantages. Labat, 1, r. Bailly.

## FABR. Céramiques-Tuiles-Bréques, Ateliers

à céder, gde ville M<sup>u</sup>l. Prix très réduits. Aff. 41,000. Net 6,500. Prix 13,000. Labat, 1, r. Bailly.

## A LOUER Grand appartement confortable

à céder, gde ville M<sup>u</sup>l. Prix très réduits. Aff. 41,000. Net 6,500. Prix 13,000. Labat, 1, r. Bailly.

## TOUTE Personne ayant dans sa

famille ou parmi ses amis

de Goutteux, Gravelleux, Rhumatismes

à l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecinà l'intérêt à lire Brochure de D<sup>r</sup> D'AVIGNON, médecin

## RHUMATISMES

GUERISON ASSURÉE PAR LA FLANELLE LAGOUT

VÉGÉTAL DU PIN SYLVESTRE

REYNAUD, chimiste, rue de la Paix, 22.

## CREDIT HYPOTHECAIRE

SOCIÉTÉ MUTUELLE DE REPORTS

Société anonyme — CAPITAL 30 MILLIONS

Siège social: 42, Rue des Petits-Champs, PARIS

La Société Mutuelle de Reports a pour objet de grouper les capitaux disponibles pour les faire profiter des bénéfices des Reports.

Les fonds déposés ont pour garanties:

1<sup>re</sup> Les titres remis en nantissement à la Société pour les Reports.2<sup>e</sup> La solvabilité des Intermédiaires, Agents de Reports.3<sup>e</sup> Le Capital de la Société, soit 30 millions de francs.

Minimum des Dépôts: 500 FRANCS

Les fonds doivent être versés avant le 1<sup>er</sup> ou le 16 de chaque mois.

Les Reports sont effectués, à la volonté des déposants, le 7 et le 23 de chaque mois.

Demander la Notice à la Direction, 42, rue des Petits-Champs.

RÉSULTATS ACQUIS

en 1883

4 18 % l'an

en 1884

4 12 % l'an

RÉSULTATS ACQUIS

en 1885

4 18 % l'an

en 1884

4 12 % l'an

RÉSULTATS ACQUIS

en